

Bulletin d'histoire politique

Making History in Twentieth-Century Quebec: questions pour un débat

Jacques Beauchemin and Gilles Bourque



Volume 7, Number 1, Fall 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060295ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060295ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Beauchemin, J. & Bourque, G. (1998). Making History in Twentieth-Century Quebec: questions pour un débat. *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 152–156.
<https://doi.org/10.7202/1060295ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Making History in Twentieth-Century Quebec: questions pour un débat



Jacques Beauchemin et Gilles Bourque
Département de sociologie
UQAM

C'est un portrait passionnant de l'historiographie québécoise depuis Groulx que brosse Ronald Rudin dans *Making History in Twentieth-Century Quebec*. À l'érudition s'ajoute une largeur de vue que le lecteur appréciera d'autant plus que les analyses de l'historiographie et de la sociographie de la société québécoise sont généralement à ce point influencées par la question nationale qu'elles ont ignoré d'autres conditions de production auxquelles s'attache Rudin dans cet ouvrage. Nombre d'historiens et de sociologues ont ainsi relu le travail de l'histoire à la lumière des mutations de la question nationale québécoise. C'est ainsi que Fernand Dumont va relire Groulx dans sa *Genèse de la société québécoise*, que Serge Gagnon va refaire le parcours de nos historiens dans *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920* et c'est muni de cette même lorgnette que Fernand Ouellet aura fait le bilan de l'historiographie des années 1960-1985 pour finalement célébrer le dépassement de la perspective étroitement nationaliste. Dans tous les cas, l'écriture de l'histoire au Québec est sommée ou bien suspecte de servir la nation. Ronald Rudin ne se situe apparemment ni sur l'un ni sur l'autre de ces terrains. Notons, à cet égard que l'approche contemporaine en histoire du Québec qu'il qualifie de «révisionniste» n'est pas pourfendue en vertu du projet souverainiste qui lui serait sous-jacent. Ainsi que nous le rappelle Rudin, cette critique du révisionnisme est bien davantage celle de Fernand Ouellet.

L'heure n'est donc pas aux mauvais procès: les reproches qu'adresse l'auteur tout autant aux historiens de l'École de Montréal qu'aux révisionnistes contemporains ne tiennent pas aux orientations politiques clairement exprimés par ceux-là et manifestes chez ceux-ci. Plus encore, Rudin ne semble en aucune façon récuser l'interprétation nationaliste de l'histoire du Québec. C'est ainsi que l'on assiste à la surprenante réhabilitation du chanoine Groulx. On se souviendra que la critique que lui a réservée Esther Délisle dans un ouvrage à tout le moins controversé avait exhumé tout à la fois l'antisémitisme, la xénophobie et le racisme qui forment, selon elle, les piliers de l'histoire groulxienne du Québec. Plusieurs intellectuels québécois

ne partagent pas au même degré la sévérité de Délisle, mais la plupart s'entendent sur le caractère suranné du nationalisme du chanoine, sinon sur sa totale obsolescence aux vues du néo-nationalisme advenant avec la Révolution tranquille. On s'étonne alors de lire sous la plume de Rudin que non seulement Lionel Groulx a été capable au cours des années cinquante de revenir sur les excès de ses premières interprétations, mais que son travail d'historien, loin de pouvoir se réduire à l'amateurisme dont on l'a souvent taxé, s'est presque toujours situé à l'intérieur des grands courants épistémologiques et théoriques du XX^e siècle. Cette formidable absolution, qui s'inscrit à contre-courant de ce que l'historiographie contemporaine considère acquis, permet à Rudin de montrer la valeur de l'analyse historique des ouvrages des années cinquante de Groulx et plus particulièrement de son *Histoire du Canada français* publiée de 1950 à 1952.

Bien que cela ne soit pas annoncé comme tel, c'est à partir de cette reconsidération de l'héritage de Groulx que s'organise ensuite la critique des courants historiographiques postérieurs. L'essentiel de la critique vise, d'une part, l'École de Montréal (celle de Laval dans une certaine mesure) et, d'autre part, les «révisionnistes». Aux Frégault, Brunet et Séguin, associés à l'École de Montréal, il reproche la liquidation de l'héritage de Groulx et plus précisément l'interprétation politiste de la conquête à laquelle le chanoine historien aurait été étranger. Aux révisionnistes, aux rang desquels se trouvent les Linteau, Durocher, Robert et quelques autres, il reproche la tentative de normalisation du passé québécois en vertu de laquelle on s'acharnerait, à l'encontre des thèses qui ont longtemps dominé l'historiographie, à démontrer l'existence au Québec d'une modernité qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, ne se serait jamais démentie. Rudin s'en prend aux prétentions positivistes qui animent les révisionnistes et à leur tendance à survaloriser les déterminations structurelles. Pour lui, le projet de normalisation du passé québécois des révisionnistes a pour effet d'occulter la spécificité de la société québécoise d'avant 1960. Rudin s'emploie ainsi à rappeler le poids de l'Église, l'influence de la religion sur la socialité canadienne-française et le rôle central de certaines institutions typiquement associées à cette régulation sociale traditionaliste. Dans sa volonté de normalisation, l'histoire révisionniste oublie alors tout simplement l'essentiel: le fait d'une société largement déterminée par les cadres culturels et institutionnels du traditionalisme.

L'approche contemporaine procéderait ainsi d'un déplorable nivellement de l'histoire. Est-ce ici que s'éclaire la redécouverte des vertus de l'histoire groulxienne? La «normalisation» de l'histoire clérico-nationaliste chez Rudin fournirait-elle la clef de sa critique? Si nous avons pu dire que ce n'est pas de l'anti-souverainisme dont se soutient l'ouvrage, c'est peut-être alors de

ce que l'on peut appeler une philosophie de l'histoire qui ne dit pas son nom. C'est elle que nous voudrions questionner dans le cadre d'un débat sur cet ouvrage. C'est elle aussi qui nous semble soulever un certain nombre de questions d'ordre épistémologique, théorique et analytique.

Le néo-conservatisme comme philosophie de l'histoire?

Quelle est la philosophie de l'histoire qui informe la lecture de Rudin? On nous permettra ici une interprétation quelque peu elliptique mais susceptible de dégager les éléments d'un débat. Lisant Rudin, on peut dire que l'École de Montréal est largement critiquée en raison de son rejet de la dimension éthique de l'interprétation groulxienne. En cherchant à renouveler l'histoire du Québec, les historiens de l'Université de Montréal l'ont vidé des aspects qui fondent l'identité éthico-culturelle canadienne-française. En politisant Groulx, en réduisant la condition canadienne-française aux déterminations politiques (et économiques pour l'École de Laval), l'École de Montréal a objectivement contribué à la dissolution de la représentation d'un « nous » collectif soudé par la culture, la religion et les institutions traditionnelles. Cette opération de largage de la tradition et de la culture, les révisionnistes l'achèveront en exagérant, dans une perspective continuiste, les aspects modernistes de la société québécoise, occultant de la sorte la persistance jusqu'aux années soixante d'une culture marquée par la religion et la tradition. Rudin se rabat-il ainsi sur la réitération devenue douloureuse pour les enfants de la Révolution tranquille d'un Québec catholique, ruraliste et « en retard »? Nous ne le croyons pas. Attardons-nous un instant à sa critique du révisionnisme. Contrairement à ce que prétend Ouellet, nous dit Rudin, la dimension politique est relativement secondaire dans l'entreprise des révisionnistes. Pour Rudin, l'histoire des révisionnistes traduirait plutôt un sorte de désenchantement vis-à-vis des résultats de la Révolution tranquille et des réalisations de l'État-providence. Chômage élevé, suicide chez les jeunes et décrochage scolaire exprimeraient ainsi l'échec du projet providentialiste. En cela, le Québec partagerait le lot de toutes les sociétés développées ou, pour le dire autrement, le même échec du projet de modernisation que toutes ont voulu traduire dans l'intervention de l'État, dans la prise en charge technocratique de la régulation sociale en même temps que s'affirmait l'individualisme. C'est dans cette perspective que les révisionnistes seraient amenés à poser la modernité du Québec: c'est du haut de leur désillusion qu'ils écriraient l'histoire d'une société qui, parce qu'elle échoue de la même façon que toutes les autres et autour des mêmes enjeux, semble participer de la même dynamique, celle d'une modernité qui se construit depuis deux siècles en Amérique et qui manifesterait aujourd'hui des signes d'essoufflement.

Est-ce bien du désenchantement des révisionnistes dont il est question dans ce livre ou bien de celui de l'auteur lui-même? Ne lisons-nous pas une critique de l'historiographie traversée par une philosophie de l'histoire assez profondément conservatrice? N'est-ce pas son attachement aux valeurs sur lesquelles s'est fondée la socialité traditionnelle qu'exprime Rudin au moment où il se porte à la rescousse de celui qui mieux que tout autre a raconté cette histoire? La sympathie qu'il manifeste pour Dumont ne vise-t-elle pas précisément, le défenseur de la tradition?, celui qui dans *La vigile du Québec* a montré les risques de dissolution de l'identité collective lorsque cette dernière s'affranchit des références à la tradition? La position implicite de Rudin le conduit à valoriser une écriture de l'histoire qui pose en son centre les valeurs fondant l'intégrité du lien social dans le cadre des sociétés libérales encore empreintes des valeurs et des institutions de la société traditionnelle. À ses yeux, le Québec d'avant la Révolution tranquille forme cette société cohérente, pleine de son histoire, certaine de sa culture et de son identité. Disons-le autrement. Le Québec des années cinquante, celui qui voit Groulx tempérer ses ardeurs ethnocistes, constitue une société que n'a pas encore atteint l'individualisme et l'anomie. La nostalgie de Rudin pour cette forme de société affleure dans ces pages où il constate l'échec de l'État-providence. Ce qu'il dénonce dans l'évacuation de l'histoire nationaliste de Groulx, c'est le rejet de ce qui a fait la socialité du Canada-Français depuis l'Union, de ce qui l'a constitué comme communauté morale et comme identité collective cohérente.

Est-ce bien là la posture éthico-historique qui fonde l'ouvrage? Si oui, il eût mieux valu l'assumer, d'autant qu'une telle position pour être conservatrice n'en est pas moins légitime. On comprendrait plus facilement alors la faveur dont jouit le Groulx des années cinquante, le discrédit jeté sur l'École de Montréal et plus encore sur les révisionnistes. Le fil de l'analyse aurait été plus facilement repérable si l'auteur avait affirmé d'emblée sa sympathie pour une histoire qui, soucieuse de rigueur, n'en est pas moins porteuse d'une vision éthique de la société. N'est-ce pas, encore ici, la conception de l'histoire que Groulx a toute sa vie réitérée?

La posture épistémologique

Sur le plan épistémologique, Ronald Rudin considère l'histoire comme un miroir de sa profession et de la société. Il s'appuie sur une conception relativiste (ou présentiste) de la discipline qui paraît réduire son évolution à ses seules dimensions professionnelles, techniques et conjoncturelles. Les règles de la démarche scientifique sont le plus souvent réduites à leurs aspects étroitement techniques, à l'exclusion de toutes considérations méthodologiques et théoriques. L'écriture de l'histoire semble enfin entièrement reliée à l'air du temps, l'historien paraissant condamnée à se soumettre

entièrement à la *doxa* qui domine son époque. Le rejet du positivisme doit-il mener à ce type de relativisme?

Une lecture ethnique de l'historiographie québécoise?

Ronald Rudin propose une lecture ethnique de l'historiographie québécoise. Malgré toute les précautions de l'auteur à propos de ce choix qui l'a amené à ne retenir que les historiens francophones, il nous apparaît que cette option, qui n'a rien de banal, ne relève nullement de la simple commodité. L'approche de Rudin nous semble, au contraire, fondée sur une conception ethnique des rapports sociaux qui distingue «insiders» et «outsiders» organisés en société différente au sein même du Québec. Rudin reproche aux «révisionnistes» de «dénationaliser» l'histoire du Québec. Ne s'applique-t-il pas, lui, à la «réethniciser»?

La conjoncture

Compte tenu de l'importance des conditions de production du discours historique dans l'analyse pratiquée par Rudin, on est frappé par le caractère général et flou des renvois à la conjoncture sur lesquels l'auteur s'appuie. Rudin identifie le plus souvent des institutions à dominante ethnique (l'Église et le syndicalisme catholique ainsi que les Caisses populaires avant 1960) qui paraissent réagir à des déterminations externes présentées de façon sommaire. Il faut noter, à ce propos, la très faible importance que prennent les institutions et les rapports sociaux politiques dans les analyses de l'auteur, du moins jusqu'en soixante. Cette propension est-elle l'indice d'une survalorisation de la dimension éthico-culturelle que nous avons évoquée plus haut?